

**Assemblée générale**

Distr. générale  
8 avril 2024  
Français  
Original : anglais

**Soixante-dix-neuvième session**

Point 139 de la liste préliminaire\*

**Projet de budget-programme pour 2025****Projet de budget-programme pour 2025****Titre XIII****Compte pour le développement****Chapitre 35****Compte pour le développement****Table des matières**

	<i>Page</i>
A. Orientations générales .....	2
B. Ressources proposées pour 2025** .....	8
Annexes	
I. Projets qu'il est proposé de financer au moyen du Compte pour le développement (pour la période 2025-2028) .....	11
II. Mandats du Compte pour le développement .....	17

---

\* [A/79/50](#).

\*\* Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.



## A. Orientations générales

### Mandats et considérations générales

- 35.1 Le Compte pour le développement a été créé en 1997 par l'Assemblée générale dans sa résolution [52/12 B](#) en tant que mécanisme de financement des projets de développement des capacités entrepris par les entités des Nations Unies chargées des questions économiques et sociales : le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Tous les projets financés par le Compte s'appuient sur les mandats et les points forts des 10 entités d'exécution.
- 35.2 Le Compte pour le développement a pour objet d'aider les pays en développement à mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en réponse aux besoins et demandes exprimés par les États Membres, et de faciliter l'application des recommandations et décisions adoptées durant les procédures intergouvernementales et par les organes directeurs compétents des entités d'exécution.

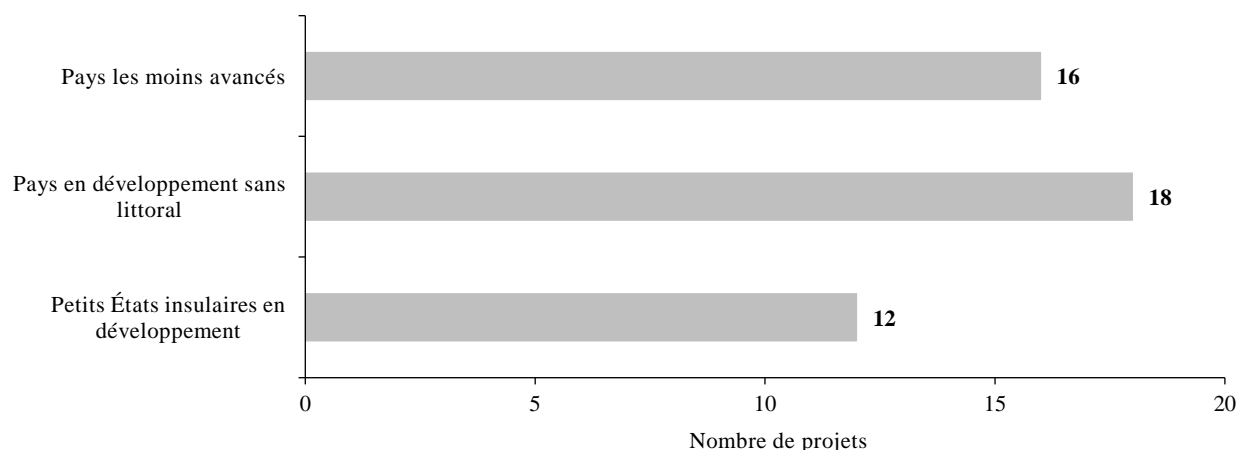
### Stratégie

- 35.3 Le Compte pour le développement fournit à ses 10 entités d'exécution non résidentes des fonds prévisibles pour aider les pays en développement dans les domaines économiques et sociaux prioritaires du programme de l'ONU en matière de développement pour lesquels une aide au développement des capacités est nécessaire, le Secrétariat dispose d'un avantage comparatif évident et il existe une demande de la part des États Membres. Les projets s'appuient sur les capacités normatives et analytiques des entités. Menés sur une période de quatre ans et dotés d'un budget moyen de 700 000 dollars, ils supposent la collaboration de plusieurs pays, encourageant l'apprentissage entre pays du Sud et la mise en commun d'expériences, puis l'intégration des résultats dans les processus intergouvernementaux et les analyses. S'inscrivant dans le thème général de la dix-septième tranche, à savoir « Aider les États Membres à accélérer l'action menée en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets en plaçant au premier plan la résilience sociale et économique afin de concrétiser le Programme 2030 », les 26 projets proposés (voir l'annexe I) sont répartis dans toutes les régions (voir la figure 35.II), concourent à la réalisation de tous les objectifs de développement durable (voir la figure 35.III) et apportent souvent une aide aux pays ayant des besoins particuliers (voir la figure 35.I). Cinq de ces projets visent à renforcer les capacités statistiques des pays concernés pour leur permettre de faire face aux changements climatiques (voir par. 35.6 pour de plus amples détails). Au total, la dix-septième tranche comprend neuf projets qui seront exécutés conjointement par des entités du Compte pour le développement. De plus, les partenariats restent essentiels pour tous les projets, y compris la collaboration à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies.
- 35.4 Plus de 90 % des projets proposés dans le cadre de la dix-septième tranche visent à aider des pays ayant des besoins particuliers, à savoir les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Le nombre de ces projets est indiqué dans la figure 35.I. Il devrait augmenter à mesure que les entités d'exécution décident des pays bénéficiaires des projets. Certains projets sont spécifiquement axés sur ces groupes de pays, comme le projet sur la science, la technologie et l'innovation visant à promouvoir la résilience climatique des petits États insulaires en développement (projet B) ; le projet visant à accélérer la résilience urbaine et l'action climatique en faveur des pauvres dans les pays en développement sans littoral et les petits États

insulaires en développement des Caraïbes et d'Afrique (projet J) ; le projet sur l'action climatique et la transformation des systèmes alimentaires dans les pays arabes les moins avancés (projet Q).

Figure 35.I

**Projets visant à aider les pays ayant des besoins particuliers<sup>a</sup>**

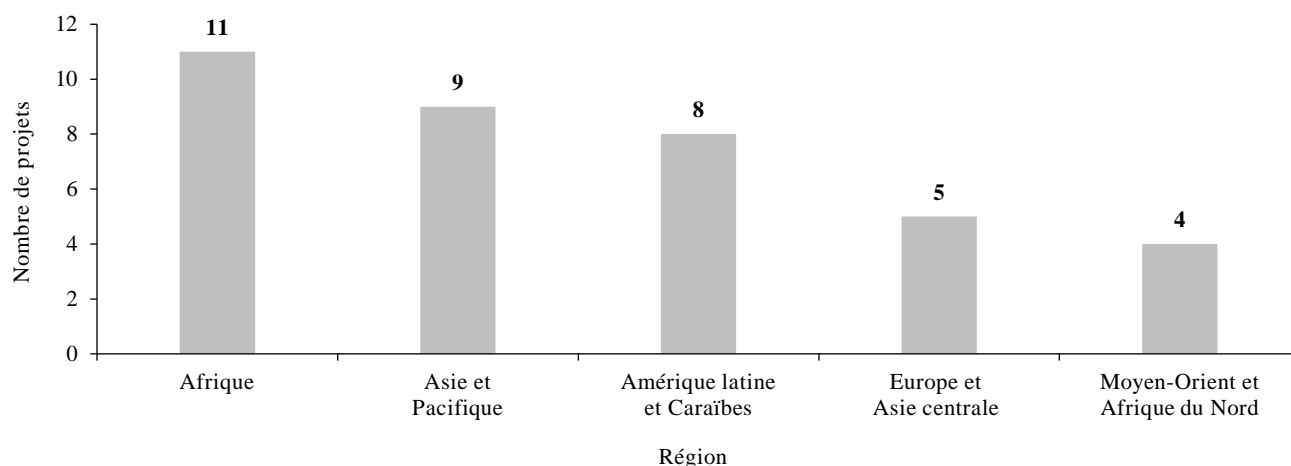


<sup>a</sup> Un même projet peut viser à aider des pays de plusieurs groupes, et un même pays ayant des besoins particuliers peut appartenir à deux groupes.

35.5 La figure 35.II illustre la répartition des projets proposés au titre de la dix-septième tranche entre les différentes régions. Si des projets sont proposés pour toutes les régions du monde, c'est en Afrique que le nombre de projets proposés reste le plus élevé, comme dans les tranches précédentes.

Figure 35.II

**Nombre de projets par région<sup>a</sup>**



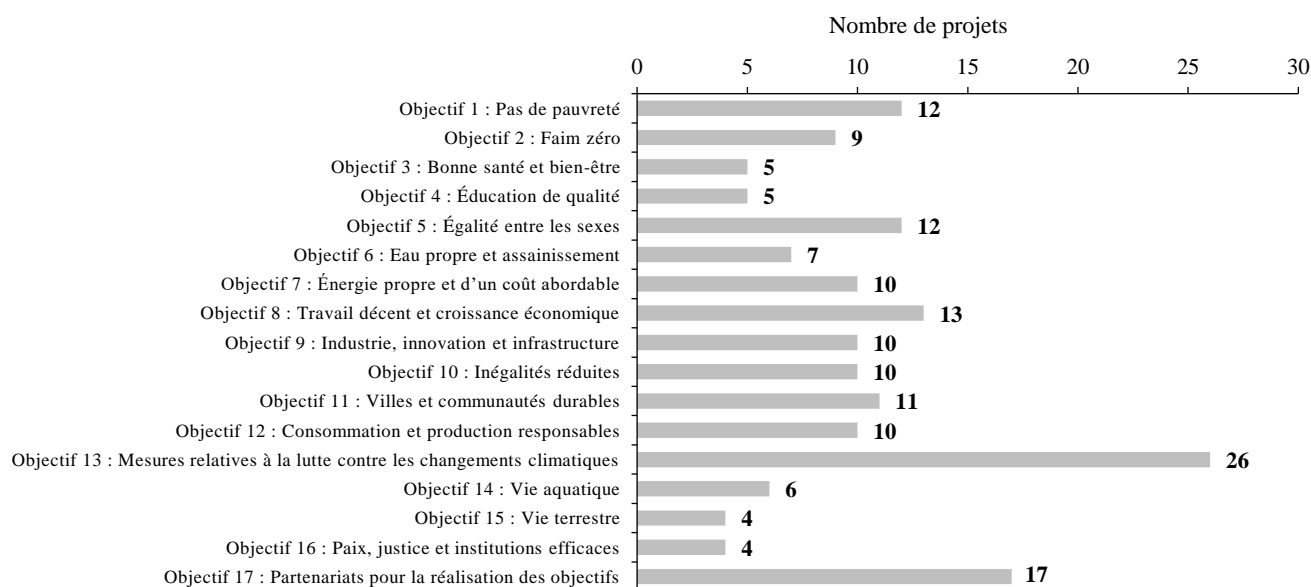
<sup>a</sup> Un même projet peut concerner plusieurs régions.

35.6 Dans le cadre du thème général de la tranche, plusieurs sujets sont apparus comme des domaines dans lesquels plusieurs projets apporteront un appui. Comme il a été dit, cinq des projets proposés sont axés sur les statistiques liées aux changements climatiques et visent à renforcer les capacités des pays choisis de : a) assurer un suivi en ce qui concerne le transport maritime, le tourisme, le commerce, la pêche et les services écosystémiques dans les Caraïbes en vue d'établir des politiques commerciales et des politiques en matière de changements climatiques fondées sur des données probantes (projet A) ; b) produire des statistiques sur les changements climatiques et les catastrophes

prenant en compte les questions de genre (projet G) ; c) produire des statistiques et des données utiles à l'élaboration des politiques qui soient comparables et accessibles sur le plan international afin d'adopter des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets en Europe et en Asie centrale (projet M) ; d) produire des ensembles de statistiques multidimensionnelles et pertinentes au niveau national sur les changements climatiques en Asie et dans le Pacifique (projet R) ; e) générer des statistiques et des indicateurs pour surveiller les changements climatiques et les effets des activités économiques sur les changements climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes (projet U). Il existe également des projets axés sur l'utilisation des données visant à réduire la déforestation illégale (projet K) et sur les moyens de cartographier et de surveiller l'accès à l'énergie solaire (projet O). Les systèmes alimentaires, qui sont l'un des six domaines de transition considérés comme des points d'entrée pour la transformation ayant des effets catalyseurs et multiplicateurs sur l'ensemble des objectifs de développement durable<sup>1</sup> sont au centre du projet Q, qui porte sur la transformation des systèmes alimentaires pour les pays arabes les moins avancés, et du projet Y, qui concerne l'accélération de la transformation des systèmes alimentaires en Afrique, tandis que les projets C et W portent plus concrètement sur le renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles face aux changements climatiques en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et dans les Caraïbes, respectivement.

- 35.7 Les projets proposés contribuent également à la réalisation de tous les objectifs de développement durable, comme le montre la figure 35.III, tous les projets contribuant à la réalisation de l'objectif 13 relatif à l'action climatique, conformément au thème de la tranche, et un grand nombre contribuant à la réalisation de l'objectif 1 sur la pauvreté ; de l'objectif 5 sur l'égalité entre les sexes ; de l'objectif 8 sur le travail décent et la croissance économique ; de l'objectif 17 sur les partenariats pour la réalisation des objectifs.

Figure 35.III

Contributions des projets de la dix-septième tranche aux objectifs de développement durable<sup>a</sup>

<sup>a</sup> Un même projet peut concourir à la réalisation de plusieurs objectifs.

- 35.8 Les partenariats sont essentiels à l'exécution des projets du Compte pour le développement. Les projets proposés seront exécutés avec des partenaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et du système des Nations Unies au sens large, notamment les équipes de pays des Nations Unies, s'il y a lieu, ainsi que les autorités nationales et locales et les organisations nationales,

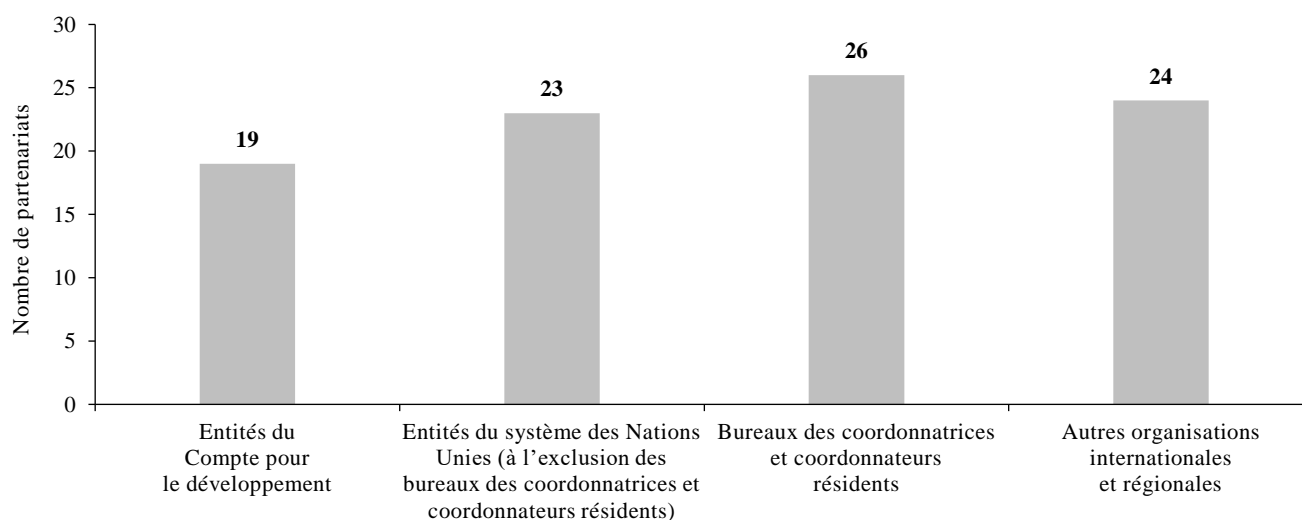
<sup>1</sup> <https://unsdg.un.org/resources/six-transitions-investment-pathways-deliver-sdgs>.

régionales et internationales. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents seront également informés des activités exécutées dans le cadre des projets nationaux et viendront appuyer les projets à différents niveaux. On pourra ainsi tirer parti des atouts des partenaires nationaux et internationaux et parvenir plus facilement à opérer des changements en profondeur, à répondre aux besoins nationaux recensés tout en évitant les doubles emplois, et à collaborer avec les autorités et les organisations nationales et locales pour renforcer leurs capacités tout au long de l'exécution des projets du Compte pour le développement, ce qui renforce également la durabilité des résultats.

- 35.9 Comme l'illustre la figure 35.IV, tous les projets proposés seront mis en œuvre en partenariat avec d'autres entités du système des Nations Unies, notamment les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents. Le nombre de partenariats devrait continuer d'augmenter à mesure que les projets seront menés à bien à la suite de l'examen et de l'approbation par l'Assemblée générale du présent fascicule et des projets qui y sont proposés.

Figure 35.IV

#### Projets exécutés en partenariat avec d'autres entités<sup>a</sup>



<sup>a</sup> Un projet peut associer plusieurs partenaires.

- 35.10 La participation des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents aux projets du Compte pour le développement prend différentes formes. L'une des responsabilités des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents étant de coordonner les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies dans un pays, ces bureaux doivent en principe être tenus informés de tous les projets et activités nationales connexes. En outre, les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents peuvent apporter leur soutien en faveur d'un projet particulier en identifiant ou en invitant les participants aux réunions et aux ateliers, en identifiant les partenaires et les homologues gouvernementaux, en diffusant les résultats du projet, en adaptant les modalités et les activités des projets aux contextes nationaux, en repérant les synergies avec d'autres projets ou initiatives dans le domaine concerné, en définissant une stratégie de participation des parties prenantes et en mobilisant des ressources supplémentaires. En outre, selon le projet, il peut y avoir un dialogue plus étroit avec l'équipe de pays des Nations Unies. Les entités du Compte pour le développement sont dans certains cas membres de l'équipe de pays des Nations Unies et participent à l'analyse commune de pays et au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, et d'autres membres de l'équipe de pays sont parfois également des partenaires de mise en œuvre des projets.

- 35.11 En plus des accords de partenariat décrits ci-dessus, neuf des projets proposés au titre de la dix-septième tranche seront menés conjointement par plusieurs entités du Compte pour le

développement. Les projets conjoints reposent sur des domaines de synergie et de coopération naturels entre certaines entités du Compte et supposent un partenariat plus étendu entre ces entités, dans le cadre duquel chacune est chargée de livrer des produits spécifiques et reçoit une partie du budget alloué au projet. Ces entités collaborent tout au long du cycle du projet, de la conception à l'exécution, ainsi qu'au cours des phases d'établissement des rapports, de suivi et d'évaluation. Ces projets supposent également la création de comités directeurs composés de représentantes et représentants de toutes les entités qui se réunissent tout au long du cycle de vie du projet pour favoriser le dialogue et la coopération, résoudre les problèmes qui se posent, faciliter le suivi des résultats et veiller à ce que les projets soient exécutés efficacement et permettent d'obtenir des résultats au niveau des pays. Étant donné que les projets conjoints requièrent une structure de gouvernance et une coordination plus élaborées, ils ne sont entrepris que dans des domaines où ils présentent un avantage évident. On trouvera dans le tableau de l'annexe I des précisions sur les projets qui seront exécutés conjointement.

- 35.12 Le Compte pour le développement et le programme ordinaire de coopération technique continuent de se compléter. Chaque entité a mis en place, au niveau des programmes et des sous-programmes, des mécanismes destinés à assurer la cohérence et les effets de synergie entre le programme ordinaire et le Compte pour le développement. Le Compte pour le développement finance des interventions à moyen terme se déroulant sur une période pouvant aller jusqu'à quatre ans, le plus souvent dans un contexte sous-régional mais aussi parfois régional ou mondial, afin de renforcer les capacités nationales, alors que le programme ordinaire finance des interventions à petite échelle qui visent à apporter une solution à court terme et a pour objet de satisfaire, avec souplesse, des besoins souvent urgents et difficilement prévisibles en matière de développement. Par conséquent, le Compte pour le développement et le programme ordinaire de coopération technique suivent des approches nettement différentes en matière de programmation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation. Le programme ordinaire de coopération technique étant géré de manière décentralisée, l'action des deux programmes n'est pas directement coordonnée, mais les entités d'exécution disposent d'une bonne vue d'ensemble des activités prévues qui doivent être financées au moyen du programme ordinaire, du Compte pour le développement et des ressources extrabudgétaires et veillent à ce que ces activités se complètent les unes les autres et ne fassent pas double emploi.

### **Activités d'évaluation**

- 35.13 L'évaluation est devenue une composante essentielle de la fonction de gestion des programmes du Compte pour le développement. Les processus et procédures en place pour faciliter la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets, y compris les projets conjoints dotés d'un budget plus important, ont été renforcés sur la base des conclusions et des enseignements tirés des évaluations du programme de la dixième tranche sur les statistiques et les données, des projets conjoints à court terme sur la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et des projets de la onzième tranche. On peut mentionner notamment : a) l'amélioration des orientations relatives à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des projets, en particulier pour ce qui est de leur logique (théorie du changement), de la sélection des pays cibles, des partenariats et des projets conjoints ; b) l'introduction d'instruments et de mécanismes supplémentaires d'appui et d'assurance qualité destinés à faciliter l'élaboration des descriptifs de projet ; c) la publication d'une note d'orientation sur l'évaluation finale des projets conjoints.
- 35.14 Au niveau des projets, les évaluations de 11 des 22 projets de la douzième tranche sont actuellement en cours, guidées par les directives relatives à l'évaluation des projets du Compte pour le développement, une note d'orientation supplémentaire et un modèle de rapport mis à jour. Une note d'orientation a également été publiée en prévision des évaluations des projets de la treizième tranche qui seront menées en 2025, tandis qu'environ la moitié des projets de la quatorzième tranche ont été sélectionnés pour être évalués sur la base de leur importance stratégique et de leur pertinence par rapport aux mandats des entités, des lacunes urgentes en matière de connaissances ou de la possibilité de les reproduire ou de les transposer à plus grande échelle. Le réseau des responsables de l'évaluation du Compte pour le développement, composé des services d'évaluation des 10 entités

d'exécution, a entretenu des contacts réguliers en organisant des réunions virtuelles et en échangeant des courriers électroniques, en discutant de questions critiques relatives à la fonction d'évaluation et en mettant en commun les enseignements tirés et les bonnes pratiques. La planification de la prochaine évaluation au niveau du programme sera lancée au cours du second semestre de 2024, en consultation avec le réseau des responsables de l'évaluation et d'autres parties prenantes concernées.

## B. Ressources proposées pour 2025

- 35.15 Comme le montre le tableau 35.1, les ressources proposées pour 2025 s'élèvent globalement à 18 473 900 dollars avant actualisation des coûts, soit une diminution nette de 29 000 dollars. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats. Quatre postes liés à la gestion du Compte sont financés au titre du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) (1 P-5, 2 P-4 et 1 P-2).

Tableau 35.1

### Évolution des ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

#### Budget ordinaire

Objet de dépense	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Subventions et contributions	16 491,3	18 502,9	(1 029,0)	–	1 000	(29,0)	(0,2)	18 473,9

### Explications concernant les variations, par facteur

#### Ajustements techniques

- 35.16 Comme le montre le tableau 35.1, les changements entraînent une diminution de 1 029 000 dollars au titre des subventions et contributions, en raison du non-renouvellement des crédits ouverts en 2024 par l'Assemblée générale dans sa résolution [78/252](#).

#### Autres changements

- 35.17 Comme le montre le tableau 35.1, une augmentation de 1 000 000 de dollars au titre des subventions et des contributions est proposée pour faire en sorte que les projets proposés contribuent de manière plus importante et plus approfondie au renforcement des capacités des pays en développement. Il s'agirait de fournir à davantage de pays une aide au renforcement des capacités nationales qui soit ciblée, notamment de prévoir des activités supplémentaires apportant une assistance plus poussée et permettant d'élargir la diffusion des résultats des projets, tels que les supports de connaissance, les enseignements tirés et la mise en commun des expériences des pays.

### Compte pluriannuel

- 35.18 Dans sa résolution [54/15](#), l'Assemblée générale a décidé de créer un compte pluriannuel au titre du Compte pour le développement. Les ressources proposées pour le Compte pour 2025 seront consacrées à l'exécution des projets sur une période de quatre ans (2025-2028). On trouvera dans tableau 35.2 le détail, pour ce qui est du compte pluriannuel, des ressources nécessaires, par objet de dépense, pour la dix-septième tranche de projets.

Tableau 35.2

**Récapitulatif des ressources nécessaires, par objet de dépense (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant</i>
Autres dépenses de personnel	740,5
Consultants	6 670,2
Voyages du personnel	2 462,7
Services contractuels	2 798,5
Frais généraux de fonctionnement	1 392,9
Subventions et contributions	4 409,1
<b>Total</b>	<b>18 473,9</b>

- 35.19 Les projets du Compte pour le développement sont conçus de manière à garantir une utilisation efficace et rationnelle des ressources. Les besoins en ressources sont déterminés à partir de notes de cadrage qui contiennent une description du projet et des plans initiaux d'exécution. Une fois que l'Assemblée générale aura examiné le projet de budget, d'ici à la fin de 2024, les entités d'exécution lanceront les projets à partir de descriptifs contenant des analyses approfondies, les produits à livrer, les calendriers et les budgets, et achèveront la sélection des pays cibles.
- 35.20 Les autres dépenses de personnel [personnel temporaire (autre que pour les réunions)] représentent 4 % du budget total et sont engagées pour faire appel à du personnel pour de courtes durées pour mener à bien des activités relatives aux projets, par exemple pour organiser des ateliers et collecter des données.
- 35.21 Comme les entités d'exécution n'ont généralement pas de bureaux dans les pays cibles et comme tous les projets comportent des activités sur le terrain, des frais de voyage du personnel doivent être engagés dans la plupart des cas, et ils représentent en moyenne 13 % du budget total, soit une diminution de 1 % par rapport à la seizième tranche. Bien que les projets prévoient généralement des outils d'apprentissage en ligne et que ceux-ci soient utiles pour gagner en efficacité et pour élargir la portée des activités, ils ne peuvent remplacer toutes les modalités d'exécution en présentiel ni rivaliser avec leur efficacité.
- 35.22 Les projets reposent généralement sur des consultants locaux chargés de l'exécution au niveau national, qui recensent et diffusent les meilleures pratiques nationales et régionales. Pour les projets qui portent sur de nouveaux domaines, il faut souvent faire appel à des consultants internationaux, y compris régionaux ; en effet, il n'est pas toujours possible de trouver des experts de ces domaines dans le pays concerné ou parmi le personnel de l'entité d'exécution. On fait également appel à des consultants internationaux et régionaux pour mener des évaluations externes de programmes et de projets et des activités connexes représentant 4 % du budget total de la tranche. Les consultants internationaux représentent environ 17 % du nombre total de consultants et de mois de travail, tandis que 83 % des consultants pour les projets de la dix-septième tranche sont nationaux ou régionaux. En termes de coûts, les consultants internationaux représentent 27 % du total.

Tableau 35.3  
**Récapitulatif des ressources nécessaires au titre des consultants<sup>a</sup>**

Type de consultant	Nombre de consultants	Nombre de mois de travail	Coût (en milliers de dollars des États-Unis)
Consultants internationaux <sup>b</sup>	114	613	3 276,6
Consultants nationaux	166	664	2 807,6
<b>Total</b>	<b>280</b>	<b>1 277</b>	<b>6 084,2</b>

<sup>a</sup> Frais de déplacement non compris.

<sup>b</sup> Les ressources demandées au titre des consultants internationaux s'élèvent à un coût total de 1 636 200 dollars (67 consultants régionaux, 405 mois de travail).

- 35.23 La rubrique Services contractuels recouvre les dépenses relatives aux institutions et organismes nationaux ou locaux auxquels il est fait appel pour contribuer à l'exécution des composantes nationales des projets, notamment les études, les projets pilotes locaux, les consultations et les ateliers. Dans le cadre de ces arrangements, ces institutions et organismes bénéficient souvent d'activités de développement des capacités. La location des lieux, les coûts des services de conférence et les frais de communication associés aux ateliers, formations, séminaires et réunions de groupes d'experts relèvent généralement de la catégorie « Frais généraux de fonctionnement ». Plus précisément, les projets peuvent enregistrer les coûts suivants dans cette catégorie : services d'interprétation et de traduction ; édition et impression de documents pour les ateliers ; développement Web ; location de lieux pour les ateliers ; développement de cours en ligne ; personnalisation d'une plateforme en ligne utilisant l'intelligence artificielle ; autres domaines techniques.
- 35.24 Les coûts liés à la participation aux ateliers (frais de voyage et indemnités), inscrits à la rubrique Subventions et contributions, représentent en moyenne 24 % du budget d'un projet. Les projets prévoient en général des ateliers nationaux de formation, de coordination et de recherche de consensus. La plupart prévoient également un petit nombre d'ateliers régionaux, qui permettent généralement de favoriser la coopération Sud-Sud et le partage de données d'expérience entre pays cibles. Les ateliers régionaux et interrégionaux sont souvent l'occasion de diffuser ces informations à un public plus large et sont souvent organisés en même temps que d'autres réunions ou manifestations intergouvernementales, ce qui permet de réduire les coûts.
- 35.25 Les produits des projets, répartis en quatre catégories générales, sont présentés dans le tableau 35.4. Ils devraient être essentiellement de portée nationale, pour que les pays s'approprient les projets et que la priorité soit accordée aux dispositifs et institutions nationaux. Ils devraient également être axés sur différents aspects du développement des capacités (par exemple les compétences, les institutions et un environnement favorable) pour que les projets aient des effets plus importants et durables.

Tableau 35.4  
**Récapitulatif des produits (plan 2025-2028)**

Produits quantifiés : B. Création et transfert de connaissances		Produits non quantifiés : C. Activités de fond	
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours pour tous les projets)	Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents pour tous les projets)	Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause (nombre de projets comportant des produits de ce type)	Bases de données et supports numériques (nombre de projets comportant des produits de ce type)
881	241	26	23

## Annexe I

## Projets qu'il est proposé de financer au moyen du Compte pour le développement (pour la période 2025-2028)

Projet et objectif

Entité(s) d'exécution, partenariat(s) et budget

- A. Action climatique fondée sur des données probantes grâce à l'intelligence artificielle et à l'innovation en matière de données dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes

*Objectif* : renforcer les capacités statistiques et analytiques de certaines nations des Caraïbes en utilisant la science des données et l'intelligence artificielle en combinaison avec des sources nouvelles et nationales pour le suivi en temps voulu du transport maritime, du tourisme, du commerce, de la pêche et des services écosystémiques liés aux zones côtières et l'analyse de leurs émissions de CO<sub>2</sub>, ainsi que de la comptabilité économique et environnementale associée, afin de formuler et de promouvoir des politiques nationales et régionales en matière de changements climatiques et de commerce fondées sur des données probantes

Département des affaires économiques et sociales, conjointement avec la CNUCED et en collaboration avec la CEPALC, le PNUE et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (1 004 400 dollars)

- B. Science, technologie et innovation pour une action climatique intégrée en faveur des petits États insulaires en développement

*Objectif* : renforcer la capacité des représentants des pouvoirs publics et d'autres parties prenantes de certains petits États insulaires en développement ciblés de se servir efficacement de la science, de la technologie et de l'innovation pour améliorer la résilience face aux changements climatiques et promouvoir des solutions fondées sur la nature conformément aux objectifs de développement durable

Département des affaires économiques et sociales, conjointement avec la CEA et en collaboration avec le PNUE et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (740 100 dollars)

- C. Promotion de coopératives agricoles résilientes face aux changements climatiques pour les petits exploitants agricoles

*Objectif* : renforcer la capacité de certains pays d'Afrique subsaharienne d'élaborer des politiques et des stratégies inclusives et durables pour promouvoir des coopératives agricoles résilientes face aux changements climatiques pour les petits exploitants agricoles

Département des affaires économiques et sociales, en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (684 600 dollars)

- D. Des solutions de facilitation du commerce judicieuses sur le plan climatique pour la résilience économique et climatique en Afrique et dans la région Asie-Pacifique

*Objectif* : renforcer la capacité de trois pays d'Afrique et de la région Asie-Pacifique, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, de mettre en œuvre des réformes de facilitation du commerce judicieuses sur le plan climatique afin de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, en calculant les réductions et en les mesurant, et de mettre en place des processus commerciaux résilients et plus écologiques

CNUCED, en collaboration avec la CESAP, la CEA, le PNUE et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (824 600 dollars)

<i>Projet et objectif</i>	<i>Entité(s) d'exécution, partenariat(s) et budget</i>
<p>E. Des capacités productives plus fortes et plus écologiques pour des transitions justes dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités productives dans certains petits États insulaires en développement des Caraïbes et les rendre plus écologiques dans le but de stimuler des transitions justes qui répondent aux besoins particuliers des petits États insulaires en développement et d'accélérer la transformation économique</p>	<p>CNUCED, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, la CEPALC et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (824 600 dollars)</p>
<p>F. Stratégies d'exportation de produits durables et traçabilité pour une économie verte, durable et inclusive en Asie</p> <p><i>Objectif</i> : améliorer la capacité des parties prenantes publiques et privées dans certains pays en développement d'Asie de renforcer les capacités nationales de production et d'exportation de produits durables tout en contribuant à la réalisation des cibles de contribution déterminée au niveau national et des objectifs de développement durable</p>	<p>CNUCED, en collaboration avec la CESAP et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (824 600 dollars)</p>
<p>G. Mesurer les changements climatiques en tenant compte de la dimension de genre pour améliorer les politiques d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer la capacité de certains pays à revenu faible, intermédiaire inférieur et intermédiaire supérieur de produire des statistiques sur les changements climatiques et les catastrophes, en prenant en compte les questions de genre, et améliorer les capacités d'analyse en vue d'élaborer des politiques d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets</p>	<p>PNUE, conjointement avec le Département des affaires économiques et sociales et en collaboration avec la CEA, la CEPALC, la CESAP, la CESA0 et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (761 200 dollars)</p>
<p>H Des transports plus sûrs, plus sains et plus propres en Afrique</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités nationales de certains pays en développement d'accélérer les initiatives en faveur de modes de déplacement sobres en carbone et résilients en Afrique qui soient ouverts à tous, sains, sûrs et confortables pour les personnes qui se déplacent à pied ou à vélo</p>	<p>PNUE, conjointement avec ONU-Habitat et en collaboration avec la CEA et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (761 200 dollars)</p>
<p>I. Des services de voirie équitables et résilients face aux changements climatiques pour les communautés urbaines à faible revenu en Asie du Sud et du Sud-Est</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités de certains pays d'Asie du Sud et du Sud-Est de fournir des services de voirie équitables et résilients face aux changements climatiques pour les communautés à faible revenu</p>	<p>ONU-Habitat, conjointement avec la CESAP et en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (729 000 dollars)</p>
<p>J Accélération de la résilience urbaine et de l'action climatique en faveur des pauvres dans les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement des Caraïbes et d'Afrique</p> <p><i>Objectif</i> : donner des moyens d'accélérer la résilience urbaine et l'action climatique pour réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques dans certains pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement des Caraïbes et d'Afrique</p>	<p>ONU-Habitat, conjointement avec le PNUE et en collaboration avec la CEA, la CEPALC et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (793 400 dollars)</p>

Projet et objectif	Entité(s) d'exécution, partenariat(s) et budget
<p>K. Détection et désorganisation des flux financiers illicites liés à l'exploitation forestière illégale et au trafic de bois dans le but de réduire la déforestation illégale</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer la capacité de certains États Membres de repérer et de contrecarrer les flux financiers illicites liés à l'exploitation forestière illégale et au trafic de bois et réduire la déforestation illégale</p>	<p>ONUDC, en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (684 600 dollars)</p>
<p>L. Amélioration des connaissances sur le climat et de la gouvernance des risques de catastrophe pour les parcs à résidus miniers en Asie centrale</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités des autorités environnementales nationales et de l'industrie en Asie centrale de s'adapter face aux changements climatiques et d'en atténuer les effets sur les parcs à résidus miniers, pour des sociétés plus sûres et plus résilientes</p>	<p>CEE, conjointement avec la CESAP et en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (565 600 dollars)</p>
<p>M. Amélioration des statistiques et des données pour une action climatique efficace, inclusive et transparente en Europe et en Asie centrale</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer la capacité des systèmes statistiques nationaux de certains pays de produire des statistiques et des données utiles à l'élaboration des politiques qui soient comparables et accessibles sur le plan international afin d'adopter des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets qui soient efficaces, inclusives et transparentes</p>	<p>CEE, en collaboration avec la CESAP et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (565 600 dollars)</p>
<p>N. Tirer parti du commerce pour une transition juste vers une économie circulaire et à faible intensité de carbone dans les Balkans occidentaux, le Caucase du Sud et l'Asie centrale</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités des pays d'élaborer des politiques commerciales de lutte contre les changements climatiques dans les sous-régions de l'Asie centrale, du Caucase du Sud et des Balkans occidentaux</p>	<p>CEE, en collaboration avec la CNUCED, la CESAP et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (565 600 dollars)</p>
<p>O. Amélioration de la cartographie et de la surveillance de l'accès à l'énergie solaire pour le renforcement de l'action climatique et de la résilience socioéconomique dans les États membres de la CESA</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités de certains États membres de la CESA de cartographier et de surveiller l'évolution de l'accès à l'énergie solaire afin d'améliorer l'analyse fondée sur des données et l'élaboration de politiques fondées sur des données d'observation en faveur de l'action climatique et de la résilience socioéconomique</p>	<p>CESA, en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (586 800 dollars)</p>
<p>P. Amélioration des politiques pour une accélération de la transition vers une économie circulaire et un renforcement de l'action climatique dans les États arabes</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises de certains pays de la région arabe d'adopter des pratiques d'économie circulaire afin d'accélérer l'action climatique et de favoriser un développement socioéconomique durable</p>	<p>CESA, en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (544 500 dollars)</p>

<i>Projet et objectif</i>	<i>Entité(s) d'exécution, partenariat(s) et budget</i>
<p>Q. Comblé le fossé entre le climat et l'alimentation : mener une action climatique cohérente et transformer les systèmes alimentaires pour favoriser la résilience dans les pays arabes les moins avancés</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer la capacité des pays arabes les moins avancés d'aligner la transformation des systèmes alimentaires sur l'action climatique et d'intégrer les évaluations climatiques dans la conception des politiques pour des systèmes alimentaires plus durables et plus résilients</p>	<p>CESAO, en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (565 600 dollars)</p>
<p>R. Amélioration de la production et de l'utilisation des statistiques pour une action climatique efficace en Asie et dans le Pacifique</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités de certains pays d'Asie et du Pacifique de produire des séries de statistiques multidimensionnelles et pertinentes au niveau national sur les changements climatiques pour une action efficace dans ce domaine</p>	<p>CESAP, en collaboration avec la CEE et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (634 300 dollars)</p>
<p>S. Des plans d'action pour des transports à faible intensité de carbone et résilients en Asie et dans le Pacifique</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités de certains pays d'Asie et du Pacifique de mettre en œuvre des plans d'action pour des transports à faible intensité de carbone et résilients afin d'accélérer l'action climatique par des solutions de transport</p>	<p>CESAP, conjointement avec la CEE et en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (634 300 dollars)</p>
<p>T Refroidissement durable pour la lutte contre les changements climatiques et les inégalités dans les petits États insulaires en développement de la région Asie-Pacifique</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités de certains pays d'Asie et du Pacifique d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action nationaux en matière de refroidissement qui intègrent des stratégies de refroidissement passif et accroissent l'efficacité des méthodes de refroidissement actif afin d'améliorer le rendement énergétique, de soutenir les objectifs climatiques et de promouvoir la résilience des populations et des systèmes énergétiques</p>	<p>CESAP, conjointement avec le PNUE et en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (634 300 dollars)</p>
<p>U. Amélioration des statistiques et des indicateurs sur les changements climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes</p> <p><i>Objectif</i> : améliorer les capacités techniques des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de produire des statistiques et des indicateurs pour surveiller les changements climatiques et les incidences des activités économiques sur les changements climatiques</p>	<p>CEPALC, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (634 300 dollars)</p>
<p>V. L'inclusion professionnelle dans la lutte contre les changements climatiques et leurs répercussions sur l'avenir du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités de certains pays en développement d'Amérique latine et des Caraïbes d'élaborer des politiques et des stratégies en faveur de l'inclusion des emplois verts dans une transition juste, de façon à réduire les effets des changements sur le plan social</p>	<p>CEPALC, en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (634 300 dollars)</p>

Projet et objectif	Entité(s) d'exécution, partenariat(s) et budget
<p>W. Des chaînes de valeur agricoles et des politiques technologiques judicieuses sur le plan climatique au niveau infranational en Amérique latine et dans les Caraïbes</p> <p><i>Objectif</i> : améliorer la réponse des petits exploitants agricoles face aux changements climatiques en renforçant les politiques et les capacités infranationales de façon à développer des technologies agricoles judicieuses sur le plan climatique et à parvenir à une amélioration économique et sociale dans les chaînes de valeur agricoles</p>	<p>CEPALC, en collaboration avec le PNUE et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (634 300 dollars)</p>
<p>X. Donner aux petites et moyennes entreprises africaines des moyens d'agir dans le domaine de l'industrie agroalimentaire en faveur d'une transition durable</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités de certains pays africains de concevoir et de mettre en œuvre des politiques relatives aux petites et moyennes entreprises afin de soutenir une transition durable dans l'industrie agroalimentaire</p>	<p>CEA, en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (634 300 dollars)</p>
<p>Y. Accélérer la transformation des systèmes alimentaires pour favoriser la résilience face aux changements climatiques en Afrique</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités de certains pays africains d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires face aux changements et à la variabilité climatiques</p>	<p>CEA, en collaboration avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (634 300 dollars)</p>
<p>Z. Promouvoir une action climatique novatrice pour accélérer l'industrialisation verte dans la région de l'Afrique australe</p> <p><i>Objectif</i> : renforcer les capacités de certains pays d'élaborer et d'appliquer des politiques et des stratégies innovantes en matière d'économie verte qui favorisent une industrialisation inclusive et durable en Afrique australe</p>	<p>CEA, en collaboration avec le PNUE, la CNUCED et les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (634 300 dollars)</p>
<p><i>Abréviations</i> : CEA = Commission économique pour l'Afrique ; CEE = Commission économique pour l'Europe ; CEPALC = Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; CESAO = Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; CESAP = Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; ONUDC = Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Habitat = Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement.</p>	

## Annexe II

### Mandats du Compte pour le développement

L'ensemble des mandats définis pour le programme de travail dont on trouvera la liste ci-après continue de guider les travaux.

#### Mandats

##### *Résolutions de l'Assemblée générale*

<a href="#">52/12</a> B	Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes	<a href="#">52/235</a> ; <a href="#">53/220</a> A et B ; <a href="#">54/15</a> ; <a href="#">56/237</a>	Compte pour le développement
-------------------------	---	---	------------------------------

---